

§ 3. Les services, y compris les périodes qui, suivant le statut du personnel statutaire de la Région correspondent à une situation dans laquelle un agent statutaire de la Région conserve ses droits à l'avancement de traitement plus élevé, que le contractuel a prestés dans le secteur public en tant que chômeur mis au travail, sont valorisés pour un maximum de six ans lors de l'octroi des augmentations intercalaires.

Les services prestés pris en considération en application de l'alinéa 1er sont calculés par mois calendrier; ceux qui ne couvrent pas un mois complet ne sont pas admis.

§ 4. Si le traitement fixé conformément aux §§ 1er et 2 est inférieur au traitement dont le membre du personnel jouit au moment de l'entrée en vigueur de la présente disposition, sur base de son occupation comme temporaire ou comme chômeur mis au travail, le contractuel continue à jouir de ce traitement plus élevé jusqu'à ce que conformément aux règlements pécuniaires en vigueur, il obtienne un traitement au moins égal à ce montant.

§ 5. Par dérogation au § 1er du présent article, l'autorité compétente peut décider de l'admission de l'ancienneté pécuniaire des services effectifs prestés à temps plein dans le secteur privé à condition que ces services aient constitué une exigence requise lors du recrutement.

CHAPITRE IV. — Dispositions transitoires, abrogatoires et finales

Art. 12. La rétribution et l'ancienneté pécuniaire reconnues aux contractuels en fonction à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté leur restent acquises.

Art. 13. Sont abrogés en ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale :

1° l'arrêté royal du 11 février 1991 fixant les droits individuels pécuniaires de personnes engagées par contrat de travail dans les ministères, modifié en dernier lieu par la loi du 22 juillet 1993;

2° l'arrêté royal du 18 novembre 1991 fixant les conditions d'engagement par contrat de travail dans certains services publics, modifié en dernier lieu par la loi du 22 juillet 1993.

Art. 14. Le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures est chargé de l'exécution du présent arrêté

Bruxelles, le 9 mai 1995

Le Ministre-Président,

Ch. PICQUE

Le Ministre des Finances, du Budget,
de la Fonction publique et des Relations extérieures,

J. CHABERT

§ 3. De diensten, met inbegrip van de periodes die volgens het statuut van het statutair personeel van het Gewest overeenstemmen met een toestand waarbij een statutair personeelslid zijn aanspraak op een bevordering tot een hogere wedde behoudt, die de contractueel heeft verricht als tewerkgestelde werkloze in de overheidssector, worden tot maximum zes jaar meegerekend voor het toekennen van tussentijdse verhogingen.

De in het eerste lid bedoelde diensten die in aanmerking komen worden berekend per kalendermaand; die welke geen volle maand bedragen worden niet meegeteld.

§ 4. Indien de overeenkomstig §§ 1 en 2 vastgestelde wedde lager is dan de wedde welke het personeelslid bij de inwerkingtreding van deze bepaling genoot op grond van zijn tewerkstelling als tijdelijke of als tewerkgestelde werkloze, blijft de contractueel die hogere wedde genieten totdat hij, overeenkomstig de geldende bezoldigingsregeling, ten minste een wedde bekomt die gelijk is aan dat bedrag.

§ 5. In afwijking van § 1 van dit artikel kan de bevoegde overheid beslissen over de toelating tot de geldelijke anciënniteit van de daadwerkelijk voltijds gepresteerde diensten in de privé-sector indien deze een vereiste vormden bij de aanwerving.

HOOFDSTUK IV. — Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen

Art. 12. De bezoldiging en de geldelijke anciënniteit toegekend aan de contractuelen in dienst op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit, blijven verworven.

Art. 13. Wat het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest betreft worden opgeheven :

1° het koninklijk besluit van 11 februari 1991 tot vaststelling van de individuele geldelijke rechten van de personen bij arbeidsovereenkomst aangeworven in de ministeries, laatst gewijzigd door de wet van 22 juli 1993;

2° het koninklijk besluit van 18 november 1991 tot vaststelling van de voorwaarden voor de indienstneming bij arbeidsovereenkomst in sommige overheidsdiensten, laatst gewijzigd door de wet van 22 juli 1993.

Art. 14. De Minister van Financiën, Begroting, Ambtenarenzaken en Externe Betrekkingen wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 9 mei 1995.

De Minister-Voorzitter,

Ch. PICQUE

De Minister van Financiën, Begroting,
Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

J. CHABERT

F. 95 — 1722

[S-Mac — 31286]

9 MAI 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale réglant la situation administrative et pécuniaire des contractuels des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale..

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux, notamment les articles 2 et 61;

Vu l'arrêté royal du 20 octobre 1992 exécutant, pour l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, l'article 62, § 1er, de l'arrêté royal du 22 novembre 1991 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Exécutifs et des personnes morales de droit public qui en dépendent;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office régional bruxellois de l'Emploi;

Vu l'avis du Conseil d'administration de la Société du Logement de la Région bruxelloise;

Vu l'avis du Conseil d'administration de la Société du Port de Bruxelles;

8

N. 95 — 1722

[S-Mac — 31286]

9 MEI 1995. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot regeling van de administratieve en geldelijke situatie van de contractuelen van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering.

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes, inzonderheid op de artikelen 2 en 61;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 oktober 1992 tot uitvoering voor de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve, van artikel 62, § 1, van het koninklijk besluit van 22 november 1991 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de Executieven en van de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen.

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling;

Gelet op het advies van de Raad van Bestuur van de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij;

Gelet op het advies van de Raad van Bestuur van de Gewestelijke Vennootschap van de Haven van Brussel;

Vu le protocole 94/8 du 21 février 1995 du Comité de Secteur XV;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures.

Arrête :

CHAPITRE Ier. — De l'engagement

Article 1er. Le présent arrêté s'applique aux personnes engagées par contrat de travail dans les organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 2. Pour l'application de l'article 2, 3°, de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux, il y a lieu d'entendre par tâches auxiliaires ou spécifiques, les tâches qui peuvent être confiées :

1° aux membres du personnel chargés de travaux de nettoyage ou du service des restaurants;

2° aux concierges;

3° à des experts pour exercer des tâches correspondant à des fonctions de niveau 1 ou de niveau 2+ et qui exigent une qualification professionnelle requise pour une durée limitée ou pour une activité nettement définie;

4° aux informaticiens du Centre informatique pour la Région bruxelloise;

5° aux informaticiens du Centre précité chargés par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de toute mission relative à l'informatisation de l'Administration régionale bruxelloise et des organismes d'intérêt public de ladite Région;

6° aux membres du personnel ouvrier et de maîtrise ainsi qu'aux membres du personnel d'encadrement exerçant une fonction spécialisée à l'Agence régionale pour la propreté;

7° aux membres du personnel ouvrier et de maîtrise exerçant une fonction spécialisée à l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement;

8° aux membres du personnel du T-Service Interim et du service d'Outplacement.

Art. 3. Les contractuels ne sont engagés qu'à un grade de recrutement.

L'autorité compétente peut déroger à cette règle lorsqu'il s'agit d'un emploi qui ne correspond pas à un grade qui est commun aux organismes d'intérêt public.

Elle motive dûment cette décision.

Art. 4. L'autorité compétente détermine le nombre, la durée et le type d'emplois pour lesquels il est procédé à l'engagement de contractuels aux fins de répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel.

Art. 5. Le membre du personnel contractuel qui effectue une mission de remplacement, entre en service pour une période qui ne peut excéder la durée du remplacement.

Art. 6. Pour l'application de l'article 2, l'autorité compétente détermine si le contrat est conclu pour une durée déterminée ou indéterminée.

CHAPITRE II. — Des conditions d'engagement

Art. 7. Nul ne peut être engagé par contrat de travail s'il ne remplit les conditions générales suivantes

1° être de nationalité belge pour les fonctions qui impliquent une participation effective à l'exercice de la puissance publique.

Les autres emplois sont ouverts à tous les ressortissants de pays étrangers;

2° jouir des droits civils et politiques;

3° satisfaire aux lois sur la milice;

4° justifier de la possession des aptitudes physiques exigées pour la fonction à exercer. La vérification des aptitudes physiques exigées est assurée par l'Office médico-social de l'Etat ou par les services interentreprises agréés pour la médecine du travail;

5° être porteur d'un diplôme ou d'un certificat d'étude en rapport avec le niveau du grade à conférer;

6° être d'une conduite correspondant aux exigences de l'emploi à pourvoir

Gelet op het protocol 94/8 van 21 februari 1995 van het Sectorcomité XV;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — De aanwerving

Artikel 1. Dit besluit is toepasselijk op de personen die de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bij arbeidsovereenkomst in dienst nemen.

Art. 2. Voor de toepassing van artikel 2, 3°, van het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes, wordt verstaan onder bijkomende of specifieke taken, de taken die kunnen worden toevertrouwd aan :

1° personeelsleden belast met schoonmaak of met restaurantbediening;

2° huishoudhouders;

3° deskundigen voor het uitvoeren van taken die overeenstemmen met functies van niveau 1 of van niveau 2+ en die een beroepsbekwaamheid vereisen voor een beperkte duur of voor een welbepaalde activiteit;

4° de informatici van het Centrum voor Informatica van het Brussels Gewest;

5° de informatici van voornoemd Centrum door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met opdrachten betreffende de informatisering van de Brusselse Gewestelijke Administratie en van de instellingen van openbaar nut van het voornoemde Gewest;

6° het meester- en werkliedenpersoneel, alsmede het begeleidingspersoneel dat een gespecialiseerde functie uitoefent in het Gewestelijke Agentschap voor Netheid;

7° het meester- en werkliedenpersoneel dat een gespecialiseerde functie uitoefent in het Brussels Instituut voor Milieubeheer;

8° personeelsleden van T-Service Interim en van de dienst Outplacement.

Art. 3. De contractuelen worden alleen aangeworven in een wervingsgraad

De bevoegde overheid kan van deze regel afwijken wanneer het een betrekking betreft die niet overeenkomt met een graad die gemeen is aan de instellingen van openbaar nut.

Zij motiveert deze beslissing omstandig.

Art. 4. De bevoegde overheid bepaalt het aantal, de duur en de aard van de betrekkingen waarin contractuelen worden aangeworven om te voldoen aan tijdelijke en uitzonderlijke personeelsbehoeften.

Art. 5. Het contractuele personeelslid dat een vervangingsopdracht verricht, wordt in dienst genomen voor periode die de duur van de vervanging niet mag overschrijden.

Art. 6. Voor de toepassing van artikel 2, bepaalt de bevoegde overheid of het contract voor onbepaalde of voor bepaalde duur wordt aangegaan.

HOOFDSTUK II. — Aanwervingsvoorwaarden

Art. 7. Niemand mag bij arbeidsovereenkomst worden aangeworven, als hij niet voldoet aan de volgende algemene voorwaarden :

1° van Belgische nationaliteit zijn voor de betrekkingen die een daadwerkelijke deelname aan de uitoefening van de openbare macht inhouden.

De andere betrekkingen, staan open voor alle onderdanen van vreemde landen;

2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

3° voldoen aan de militiewetgeving;

4° de lichamelijke geschiktheid die voor het uitoefenen van de functie is vereist, bewijzen. Het onderzoek van de lichamelijke geschiktheid wordt uitgevoerd door de Medisch-sociale dienst van het Rijk of door de erkende interbedrijfsgeneeskundige diensten;

5° houder zijn van een diploma of studiegetuigschrift overeenstemmend met het niveau van de te beoogde graad;

6° van een gedrag zijn dat overeenstemt met de eisen van de beoogde betrekking.

Art. 8. Des conditions spéciales peuvent être imposées par l'autorité compétente lorsque la nature des fonctions à exercer l'exige.

Dans ce cas, les qualifications professionnelles particulières requises seront précisées dans une description de fonction.

CHAPITRE III. — Des dispositions pécuniaires

Art. 9. Le personnel contractuel reçoit une rémunération égale au traitement octroyé à un membre du personnel statutaire pour la même fonction ou une fonction analogue ainsi que les augmentations intercalaires qui y sont liées.

Art. 10. Le personnel contractuel a au moins droit à :

- a) une allocation de foyer ou de résidence aux mêmes conditions que le personnel statutaire de la Région;
- b) un pécule de vacances aux mêmes conditions que le personnel statutaire de la Région;
- c) une allocation de fin d'année aux mêmes conditions que le personnel statutaire de la Région;
- d) aux mêmes indemnités et allocations que celles octroyées pour la même fonction ou une fonction équivalente aux mêmes conditions que le personnel statutaire de la Région;
- e) une prime de bilinguisme selon les modalités fixées par l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 juillet 1991 accordant une prime de bilinguisme au personnel en fonction auprès de certains organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 11. § 1er. Sont pris en considération pour l'octroi des augmentations intercalaires, les services prestés à temps plein pour un ministère ou pour des organismes d'intérêt public de l'Etat, d'une Région ou d'une Communauté en tant que :

1° temporaire nommé conformément aux dispositions de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 fixant le statut des agents temporaires;

2° temporaire nommé conformément aux dispositions de l'arrêté du Régent du 10 avril 1948 portant le statut du personnel ouvrier;

3° travailleur du cadre spécial temporaire;

4° travailleur du troisième circuit de travail;

5° stagiaire dans le cadre de la loi sur le stage des jeunes;

6° contractuel subventionné;

7° membre du personnel engagé par contrat autre que visé au 3° jusqu'au 6°;

Sont également pris en considération les mêmes services prestés pour l'Agglomération de Bruxelles.

§ 2. Ne sont pas prises en considération pour l'octroi des augmentations intercalaires :

1° pour le temporaire, les périodes de suspension de service à cause de maladie ou infirmité qui dépassent :

— 30 jours pour les agents qui ont moins de deux ans de service;

— 60 jours pour les agents qui ont deux ans et moins de quatre ans de service;

— 90 jours pour les agents qui ont quatre ans de service et plus;

2° pour la personne engagée par contrat de travail, les périodes de suspension qui ne sont pas rémunérées et qui ne sont pas prises en considération pour l'avancement de traitement sauf le jour de carence et la période de congé de maternité visée à l'article 39 de la loi sur le travail du 16 mars 1971.

§ 3. Les services, y compris les périodes qui, suivant le statut du personnel statutaire de la Région correspondent à une situation dans laquelle un agent statutaire de la Région conserve ses droits à l'avancement de traitement plus élevé, que le contractuel a prestés dans le secteur public en tant que chômeur mis au travail, sont valorisés pour un maximum de six ans lors de l'octroi des augmentations intercalaires.

Les services prestés pris en considération en application de l'alinéa 1er sont calculés par mois calendrier; ceux qui ne couvrent pas un mois complet ne sont pas admis.

§ 4. Si le traitement fixé conformément aux §§ 1er et 2 est inférieur au traitement dont le membre du personnel jouit au moment de l'entrée en vigueur de la présente disposition, sur base de son occupation comme

Art. 8. Bijzondere voorwaarden kunnen door de bevoegde overheid worden opgelegd als de aard van de uit te oefenen functies het vereist.

In dit geval worden de bijzondere beroepsbekwaamheden bepaald in een functiebeschrijving.

HOOFDSTUK III. — Geldelijke bepalingen

Art. 9. Het contractuele personeel ontvangt een bezoldiging gelijk aan de wedde uitbetaald aan een lid van het statutaire personeel voor eenzelfde of een gelijkwaardig ambt, evenals de tussentijdse loonsverhogingen die ermee gepaard gaan.

Art. 10. Het contractuele personeel heeft ten minste recht op :

a) een haard- of standplaatsstoelage onder dezelfde voorwaarden als het statutaire personeel van het Gewest;

b) een vakantiegeld onder dezelfde voorwaarden als het statutaire personeel van het Gewest;

c) een eindejaarspremie onder dezelfde voorwaarden als het statutaire personeel van het Gewest;

d) dezelfde vergoedingen en toelagen dan deze toegekend voor eenzelfde of een gelijkwaardige functie onder dezelfde voorwaarden als het statutaire personeel van het Gewest;

e) een premie voor tweetaligheid volgens de modaliteiten vastgesteld bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 25 juli 1991 tot toekenning van een premie voor tweetaligheid aan het personeel dat werkzaam is bij sommige instellingen van openbaar nut van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

Art. 11. § 1. Komen in aanmerking voor het toekennen van tussentijdse loonsverhogingen, de voltijds gepresteerde diensten voor een ministerie of voor de instellingen van openbaar nut van de Staat, een Gewest of een Gemeenschap in de hoedanigheid van :

1° tijdelijke, benoemd overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Regent van 30 april 1947 houdende vaststelling van het statuut van het tijdelijk personeel;

2° tijdelijke, benoemd overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Regent van 10 april 1948 houdende statuut van het tijdelijk werkliedenpersoneel;

3° werknemer van het bijzonder tijdelijk kader;

4° werknemer van het derde arbeidscircuit;

5° stagiair in het raam van de wet op de stage der jongeren;

6° gesubsidieerde contractueel;

7° personeelslid in dienst genomen bij een andere overeenkomst dan die bedoeld in 3° tot en met 6°.

Komen eveneens in aanmerking dezelfde diensten gepresteerd voor de Agglomeratie Brussel.

§ 2. Komen echter niet in aanmerking voor tussentijdse loonsverhogingen :

1° voor de tijdelijke, de periodes van dienstschorsing wegens ziekte of gebrekkigheid die hoger liggen dan :

— 30 dagen voor de personeelsleden met minder dan twee jaar dienst;

— 60 dagen voor personeelsleden met twee en minder dan vier jaar dienst;

— 90 dagen voor personeelsleden met vier en meer dan vier jaar in dienst;

2° voor de bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen persoon, de periodes van schorsing die niet bezoldigd zijn en niet voor een bevordering tot een hogere wedde in aanmerking komen behoudens de carensdag en de periode van het zwangerschapsverlof bedoeld in artikel 39 van de Arbeidswet van 16 maart 1971.

§ 3. De diensten, met inbegrip van de periodes die krachtens het statuut van het statutair personeel van het Gewest overeenstemmen met een toestand waarbij een statutair personeelslid zijn aanspraak op een bevordering tot een hogere wedde behoudt, die de contractueel heeft verricht als tewerkgestelde werkloze in de overheidssector, worden tot maximum zes jaar meegerekend voor het toekennen van tussentijdse verhogingen.

De in het eerste lid bedoelde in aanmerking komende diensten worden berekend per kalendermaand; die welke geen volle maand bedragen worden niet meegeteld.

§ 4. Indien de overeenkomstig §§ 1 en 2 vastgestelde wedde lager is dan de wedde welke het personeelslid bij de inwerkingtreding van deze bepaling genoot op grond van zijn tewerkstelling als tijdelijke of als

emporaire ou comme chômeur mis au travail, le contractuel continue à jouir de ce traitement plus élevé jusqu'à ce que conformément aux règlements pécuniaires en vigueur, il obtienne un traitement au moins égal à ce montant.

§ 5. Par dérogation au §1er du présent article, l'autorité compétente peut décider de l'admission de l'ancienneté pécuniaire des services effectifs prestés à temps plein dans le secteur privé à condition que ces services aient constitué une exigence requise lors du recrutement.

CHAPITRE IV. — Dispositions transitoires, abrogatoires et finales

Art. 11. La rétribution et l'ancienneté pécuniaire reconnues aux contractuels en fonction à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté leur restent acquises.

Art. 12. Sont abrogés en ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale :

1° l'arrêté royal du 11 février 1991 fixant les droits individuels pécuniaires des personnes engagées par contrat de travail dans les ministères, modifié en dernier lieu par la loi du 22 juillet 1993;

2° l'arrêté royal du 18 novembre 1991 fixant les conditions d'engagement par contrat de travail dans certains services publics, modifié en dernier lieu par la loi du 22 juillet 1993;

3° l'arrêté royal du 1er mars 1976 relatif au recrutement des agents de certains organismes d'intérêt public, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 21 juin 1990.

Art. 13. Le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures est chargé de l'exécution du présent arrêté

Bruxelles, 9 mai 1995.

Le Ministre-Président,

Ch. PICQUE

Le Ministre des Finances, du Budget,
de la Fonction publique et des Relations extérieures,

J. CHABERT

tewerkgestelde werkloze, blijft de contractueel die hogere wedde genieten totdat hij, overeenkomstig de geldende bezoldigingsregeling, ten minste een wedde bekomt gelijk aan dat bedrag.

§ 5. In afwijking van §1 van dit artikel kan de bevoegde overheid beslissen over de toelating tot de geldelijke anciënniteit van de daadwerkelijk voltijds gepresteerde diensten in de privé-sector indien deze een vereiste vormden bij de aanwerving.

HOOFDSTUK IV. — Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen

Art. 11. De bezoldiging en de geldelijke anciënniteit toegekend aan de contractuelen in dienst op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit, blijven verworven.

Art. 12. Wat het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest betreft, worden opgeheven :

1° het koninklijk besluit van 11 februari 1991 tot vaststelling van de individuele geldelijke rechten van de personen bij arbeidsovereenkomst aangeworven in de ministeries, laatst gewijzigd door de wet van 22 juli 1993;

2° het koninklijk besluit van 18 november 1991 tot vaststelling van de voorwaarden voor de indienstneming bij arbeidsovereenkomst in sommige overheidsdiensten, laatst gewijzigd door de wet van 22 juli 1993;

3° het koninklijk besluit van 1 maart 1976 betreffende de werving van de personeelsleden van sommige instellingen van openbaar nut, laatst gewijzigd door het koninklijk besluit van 21 juni 1990.

Art. 13. De Minister van Financien, Begroting, Ambtenarenzaken en Externe Betrekkingen wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 9 mei 1995.

De Minister-Voorzitter,

Ch. PICQUE

De Minister van Financien, Begroting,
Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

J. CHABERT

COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 95 — 1723

13 AVRIL 1995. — Ordonnance portant approbation de l'accord de coopération du 19 mai 1994 entre l'Etat fédéral, la Région de Bruxelles-Capitale et la Commission communautaire commune relatif à la politique hospitalière (1)

L'Assemblée réunie a adopté et Nous, Collège réuni, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'accord de coopération du 19 mai 1994 entre l'Etat fédéral, la Région de Bruxelles-Capitale et la Commission communautaire commune relatif à la politique hospitalière, dont le texte est annexé à la présente ordonnance, est approuvé.

(1) Session ordinaire 1994-1995

Documents de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune :

B — 74/1 *Projet d'ordonnance*

B — 74/2 *Rapport*

Compte rendu intégral :

Discussion et adoption. Séance du 5 avril 1995.

GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD

N. 95 — 1723

13 APRIL 1995. — Ordonnantie houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord van 19 mei 1994 tussen de Federale Staat, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende het ziekenhuisbeleid (1)

De Verenigde Vergadering heeft aangenomen en Wij, Verenigd College, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Het bij deze ordonnantie gevoegde samenwerkingsakkoord van 19 mei 1994 tussen de Federale Staat, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende het ziekenhuisbeleid, is goedgekeurd.

(1) Gewone zitting 1994-1995

Documenten van de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie :

B — 74/1 *Ontwerp van ordonnantie*

B — 74/2 *Verslag*

Volledig verslag :

Bespreking en aanneming. Vergadering van 5 april 1995.